LE DOSSIER EST À L'ÉTUDE

Ouverture du ciel algérien à la concurrence privée

Se dirige-t-on vers l'ouverture totale du ciel algérien à la concurrence privée ? Tout porte à le croire au vu des informations qui circulent depuis quelque temps sur la question. En effet, des sources proches du dossier avancent l'échéance fin 2018 début 2019. Une échéance qui coïncidera avec l'entrée en exploitation de la nouvelle aérogare internationale d'Alger.

Photos : DR

Modernisation et renforcement de la flotte d'Air Algérie en perspective.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Du côté du ministère des Transports, on apprend qu'une commission de «réflexion et de préparation» avait vu le jour avant même l'arrivée d'Amar Ghoul à la tête du département des transports.

Ce dernier avait déjà évoqué la question en public et l'ex-P-dg d'Air Algérie, M. Boultif, avait déclaré textuellement que «l'ouverture du ciel algérien à la concurrence des transporteurs privés et étrangers allait forcer la compagnie nationale à développer le trafic de transit». Il ajoutera, également, qu' «Air Algérie ne peut rester dépendante du point-à-point, sinon elle risquerait de disparaître face à la nouvelle concurrence».

L'ex-patron d'Air Algérie a tenu ces propos un certain 25 novembre 2014 et il fallait attendre près de deux années pour relancer de nouveau le dossier. Selon nos sources, l'étude serait à un stade très avancée et ne tarderait pas à être «expédiée» au secrétariat de la chefferie du gouvernement «pour une autre étude qui serait assurée par une équipe d'experts, que le Premier ministre compte mettre en place». «Encore sous le choc» de l'affaire Khalifa (Khalifa Airways), le gouvernement algérien veut réunir toutes les conditions à même de lui permettre d'ouvrir le ciel à la concurrence privée nationale et internationale dans le cadre de ce qui est appelé l'Open Sky.

Toutefois, cette accélération des événements est motivée, ajoute notre source, par deux raisons : la première est d'ordre interne. Il s'agit, à la fois, de la forte demande notamment pour les vols domestiques, et par ailleurs, d'une demande, maintes fois exprimée, par le patronat algérien pour investir dans le transport aérien.

«La récente décision portant autorisation d'exploitation du transport maritime national par le privé a de nouveau relancé la question de l'ouverture du transport aérien. L'autre raison qui pousserait le gouvernement à accélérer la réflexion sur le dossier est relative à l'offensive commerciale des compagnies étrangères sur l'Algérie.

Pour preuve, pour le seul cas français, cinq compagnies françaises sont déjà présentes sur le marché algérien. Il s'agit d'Air France, d'Air Méditerranée, d'Aigle Azur, de Transavia et d'Atlantic Air Assistance (AAA) ou Atlas Atlantique Airlines, telle que dénommée depuis quelques mois. Il y a également les deux compagnies espagnoles ou encore les deux autres tunisiennes», nous informe un ex-cadre d'Air Algérie.

Résistance

Du côté algérien, on a senti le «danger» venir, d'où les décisions de restructurations de la compagnie Air Algérie et de modernisation et renforcement de sa flotte ou encore le nouveau souffle que connaît depuis quelque temps l'autre compagnie nationale, en l'occurrence Tassili Airlines.

A ce titre, et de l'avis de tous les observateurs, la filiale de Sonatrach est en train de marquer de son empreinte le transport aérien. Par ailleurs et de l'avis de spécialistes de la question du transport aérien, «dans un système concurrentiel, on ne décide pas de ses prix. C'est le marché qui en décide.

On est donc contraint de maintenir ses dépenses en dessous de ses recettes, qui, elles-mêmes, sont déterminées par la confrontation de sa gestion à la réalité du marché». Un transporteur aérien en situation compétitive ne peut se permettre un suréquipement immobilier avec des agences et des sureffectifs et, donc, des charges en plus.

«Pour conserver cette situation de rente, on invoque l'opposition à l'ouverture du ciel national comme une position de principe patriotique ou un acte de souveraineté», ajoutent certains observateurs.

Or, cette «résistance» au changement est appelée à faire face à la réalité du terrain et à l'indice économique.

Le gouvernement algérien qui a lancé un important chantier portant construction d'une nouvelle aérogare internationale inscrit sa stratégie de transport aérien dans une perspective de faire d'Alger un hub régional. D'après le ministre des Transports Boudjemaa Talaï, «cette aérogare devrait accueillir jusqu'à 10 millions de voyageurs par an». Selon lui, «la nouvelle aérogare d'Alger sera une connexion entre l'Afrique et l'Europe.

Elle sera dotée de toutes les infrastructures d'accompagnement, en catering, en fret et en hébergement, lui permettant d'être conforme aux standards internationaux».

Il est à noter que cette infrastructure réalisée sur une superficie de 25 000 m² sous le label «Hayet» sera «en principe livrée avec l'ouverture de l'aérogare».

L'aérogare sera également connectée à tous les réseaux de transports, comme le métro, le train.

La nouvelle aérogare internationale, dont les travaux de construction ont été entamés fin 2014, sera réalisée sur une superficie de 73 hectares avec une enveloppe financière de 90,3 milliards de dinars.

A. B.

ALGER

Revoilà les embouteillages !

C'est officiellement la rentrée sociale ! Le dense trafic routier et les nombreux embouteillages sur la route en sont la preuve. Un immense problème que les Algérois continuent à subir.

L'absence des feux tricolores à l'origine de nombreux emcombrements.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Dimanche 18 septembre, la capitale étouffe. Tous les carrefours sont enchevêtrés et les principaux boulevards, avenues et rues bouchés. Un scénario qui se répète à chaque rentrée sociale. C'est justement la vraie rentrée sociale après un long «congé» spécial Aïd-el-Adha.

Tout le monde a renoué avec son quotidien. Les élèves ont repris le chemin de l'école, collège et lycée. Les étudiants ont rejoint les bancs des universités et les employés leurs postes de travail.

Les carrefours de Chevalley, de la côte à Bir Mourad Raïs et de Bab El Oued restent les trois plus «gros points noirs» de la capitale. Trois carrefours très sollicités pour accéder à la capitale. C'est ce qu'affirme le président de l'association Tariq Essalama, Mohammed Lazouni.

Outre l'«indiscipline» et l'«égoïsme» des automobilistes, il pointe du doigt la régulation qui «fait défaut». Un problème que, précise-t-il, seule l'installation des feux de signalisation pourra résoudre.

«L'absence des feux tricolores est à l'origine des nombreux encombrements et de l'anarchie provoquée par les automobilistes à l'intérieur des carrefours. Grâce aux feux de signalisation, l'anarchie sur les routes va s'évaporer», dit-il. Un dispositif qui, poursuit-il, permettra ainsi aux automobilistes de gagner du temps et de réduire par la même le taux de pollution.

Il rappelle ainsi qu'il y a trente ans, on parlait d'équiper les cent carrefours de la capitale de feux lumineux tricolores. «Aujourd'hui, le ministère des Transports évoque cinq cents feux tricolores mais à ce jour, rien n'a été fait et le problème des embouteillages à Alger ne fait que s'accentuer», déplore-t-il. Toutefois Mohammed Lazouni estime qu'il est temps de rompre avec les feux tricolores «traditionnels».

Critiquant la qualité de fonctionnement de ce dispositif, il le qualifie d'«aveugle» et d'«absurde». Il insiste ainsi sur l'installation des feux tricolores dits «intelligents». Des appareils électroniques de signalisation, dotés de capteurs pour détecter la longueur de la file et la durée de l'attente. Gérée à partir d'un centre de régulation relié à des caméras installées dans chaque carrefour, cette nouvelle génération de feux de signalisation déterminera ainsi la durée du feu afin de réguler l'ensemble des déplacements.

Ry. N.

PRÉVENTION ROUTIÈRE

Une campagne de sensibilisation au profit des élèves

Une campagne nationale de sensibilisation sur les risques routiers auxquels sont confrontés les enfants en âge de scolarité sera lancée aujourd'hui, à partir de M'sila.

Initiée par le Centre national de prévention et de sécurité routière et placée sous le thème «Ralentir ! Pensez à leur avenir», cette campagne nationale compte plusieurs activités de sensibilisation notamment des portes ouvertes, des cours théoriques dans les établissements scolaires et des ateliers pratiques pour l'apprentissage des règles de la circulation routière.

R. N.